

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, lors de la réception du corps préfectoral, sur la décentralisation et le rôle des préfets pour la formation des cadres de l'Europe de l'Est et la lutte contre la drogue, Paris, le 22 novembre 1989.

Mesdames et messieurs,

- Je suis navré de vous avoir fait attendre ce soir, mais mon programme de la journée s'est alourdi en cours de route jusqu'au Conseil des ministres de ce matin et un voyage prévu à Luxembourg dans le cadre de la préparation du Conseil européen des 8 et 9 décembre, s'est ajoutée la nécessité de me rendre à Strasbourg devant le Parlement européen en compagnie du Chancelier allemand.

- Tout cela fait que je n'ai pas pu vous recevoir comme je l'aurais souhaité. Je suppose quand même que la maison s'est fait suffisamment accueillante pour que vous puissiez vous y sentir à l'aise. Cela n'aura qu'un seul avantage c'est que cela vous mettra à l'abri des longs discours.

- Je veux d'abord vous remercier de votre présence. Nous avons créé une sorte de tradition, puisque chaque année nous nous retrouvons dans ce salon, ce qui vous donne l'occasion, après avoir travaillé dans le cadre de votre association, de vous réunir sur un autre plan, et ce qui me donne à moi l'occasion de vous rencontrer.

- Une fois dépassés les travaux sérieux, une fois mises au net les réflexions qui vous ont réuni, reste un aspect qui n'est pas négligeable celui de vos et de nos relations personnelles.

- Vous ne représentez pas tous la même catégorie de fonctionnaires, de responsables, d'autorités et une certaine diversité se retrouve dans votre association, mais vous êtes les serviteurs de la fonction publique et vous représentez l'Etat dans la plupart de ses actions, celles qui exigent sa présence et son autorité et vous êtes des fonctionnaires d'autorité et, à ce titre, vous représentez la pérennité de l'Etat.

Face aux problèmes que nous traitons chaque année et dont je ne parlerai pas davantage, aux bouleversements que suppose la décentralisation décidée depuis 1982 et qui a conduit nombre d'entre vous, après une expérience professionnelle exercée dans d'autres conditions, à montrer, une grande souplesse d'esprit, une grande disponibilité, vous avez continué de remplir une mission qui avait changé de sens, mais qui n'avait pas changé d'âme. Servir l'Etat, il importe au Parlement de fixer la loi, au gouvernement de dire comment l'appliquer : après quoi, agir relève de votre ressort.

- Ce n'est pas toujours facile. Les lois changent, les moeurs, les habitudes et l'administration française est une administration nombreuse et importante qu'il est difficile de modifier dans ses structures et dans ses comportements tous les deux ou trois ans.

- Donc, maintenant la décentralisation a derrière elle, sept à huit ans. La déconcentration on n'en dira pas autant. J'ai l'impression qu'elle a fait quand même des pas décisifs au cours de ces derniers temps, que l'action du ministre de l'intérieur s'est exercée essentiellement pour, dans le cadre de nos institutions et pour leur donner leur pleine valeur, faire qu'à l'autorité décentralisée corresponde aussi la présence d'Etat, là où chacun d'entre vous se trouve, exactement adaptée

aux besoins, ou aussi exactement que possible. J'avais noté deux traits dans mon esprit avant de venir vous voir, dans les remous des avions et des cahots des voitures, en m'inquiétant de l'heure qui passait, et j'aurais voulu vous en parler plus longuement : je me contenterai de les citer : deux sujets tout à fait disparates.\

L'un, c'est celui auquel je viens de prendre part, je veux dire la construction de l'Europe à laquelle je m'attache, puisque je crois que c'est l'intérêt de la France et l'intérêt des Européens. A cet égard, un réflexe de solidarité se dégage devant les extraordinaires événements qui se déroulent à l'Est avec une rapidité, une allure, une force qui surprennent chacun d'entre nous, à moins que naturellement, que depuis plusieurs décennies, aient été accumulées des réserves d'énergie et de colère qui d'un coup balaient toutes les résistances. Il ne faut pas s'attendre à ce que cela se passe si aisément qu'il ne peut paraître aujourd'hui, mais devant ce mouvement, la réaction de la Communauté de l'Europe a été celle de la solidarité.

- Comment aider ? Comment aider à ce que réussisse ce mouvement populaire qui n'a d'équivalent dans l'histoire que ce à quoi les Français ont connu en 1789. Alors, nous examinons les moyens de répondre à cette attente, les moyens matériels en particulier. Et il en est un qui s'impose, je ne dirai pas avant tous les autres, car il y a des aides immédiates, alimentaires, financières qui sont totalement exigeantes et sans lesquelles c'est l'abîme pour les peuples de l'Est.\

Mais, malgré tout, une priorité de fond, c'est celle qu'on appelle la formation. La formation des femmes, la formation des hommes. M. Gorbatchev me le disait, je ne commets pas là d'indiscrétion sans quoi je ne le dirais pas, il me disait : "ce dont j'ai le plus besoin, c'est de cadres formés. Redresser la situation économique de mon pays suppose un instrument, et cet instrument, je dois m'apercevoir que je n'en dispose pas". Former. Former des cadres soviétiques, former des cadres allemands de l'Est, former des cadres hongrois, polonais, bulgares, demain tchécoslovaques ou roumains, c'est une tâche qui revient aux pays qui ont su préserver par la démocratie, leurs capacités d'initiatives, leur liberté de penser, et finalement qui ont su bâtir un système très structuré dans leurs administrations publiques.

- Alors j'attends des fonctionnaires que vous êtes, qu'ils fassent comprendre, qu'ils servent de relais, pour que partout où il y a des institutions, des organismes, des associations, les Français s'engagent dans cette oeuvre de formation de jeunes gens ou de moins jeunes qui viendront de ces pays. Dès lors que ces pays se démocratisent, ils seront les bienvenus, et, dans telle entreprise, dans tel bureau, dans telle association, partout où cela est possible, ils doivent trouver le concours des Français qui leur apporteront leurs connaissances et leur savoir.

- Qui peut faire cela mieux que les préfets, les sous-préfets, les fonctionnaires qui sont en relation avec les Français, qui gèrent leur vie quotidienne, qui connaissent admirablement la carte de la France, le contenu de la nation française. C'est vous qui le savez, c'est vous qui pouvez inciter l'ensemble des responsables de toutes les formes économiques, culturelles, sociales, associatives, c'est vous qui pouvez éveiller cet intérêt. Et, bien près de nous, il y aura dans les mois qui viennent, peut-être déjà dans les semaines qui viennent, des responsables privés de responsabilités, venus de ces pays de l'Est et qui ont besoin d'apprendre la vie démocratique en même temps qu'une vie professionnelle.

- J'ai donc demandé justement au Premier ministre, mais il le sait déjà, et au ministre de l'intérieur, de dresser des plans pour que nous soyons capables de répondre à ce besoin qui touchera pour l'Europe des dizaines et des dizaines de milliers de personnes.

- Songez à l'importance que cela représente : un jeune homme, une jeune femme qui vient passer quelque temps dans un pays étranger, qui y trouve l'accueil et la compréhension et qui surtout apprend le lien qui unit celui qui enseigne à celui qui est enseigné, le lien d'amitié qui est peut-être le plus fort. Cela dure toute une vie. J'ai beaucoup déploré qu'un certain nombre de nos grandes écoles, de nos universités ait réduit le nombre de bourses par exemple pour les jeunes étudiants africains, et j'appliquerai le même raisonnement aujourd'hui pour les nouvelles générations de l'Est.

- Je demanderai que ce budget des bourses soit accru de telle sorte que l'on puisse répondre à la demande. C'est le plus important pour les bourses. C'est une toute une série de questions auxquelles

demande ɔ mais il n'y a pas que les bourses ɔ il y a toute une serie de systemes que votre imagination vous permettra de fournir.\

Le deuxième thème, et je serai beaucoup plus bref : il faut relancer une vaste campagne contre la drogue. Le ministre de l'intérieur, depuis déjà longtemps, est totalement engagé dans cette action. Nous y sommes aussi sur le plan international. Nous étions ensemble à Bogota, il n'y a pas si longtemps. Nous avons pris des initiatives. Nous avons prononcé des paroles devant l'opinion publique et internationale. Nous devons tenir notre engagement et participer à tous les plans internationaux qui permettront de lutter contre la drogue partout où l'on produit, partout où l'on transforme, partout où l'on commerce, où l'on trafique, partout aussi et malheureusement où l'on consomme. Il faut que nous en soyons capables, en adaptant bien entendu les mesures pénales, en prenant aussi des mesures de simple compréhension humaine. Il faut que vous sachiez que c'est un mot d'ordre national et international, et que vous mettiez à la disposition de notre pays votre compétence professionnelle et votre dévouement civique.

- Voilà, je ne veux pas vous dire autre chose. Cela me fait plaisir de vous voir ici, mais il ne faut pas non plus que cela dure trop longtemps pour vous : vous avez autre chose à faire ce soir et moi aussi je crois. Nous allons donc rester le temps qu'il faudra et je vous dirai : à l'année prochaine puisqu'en principe il n'y a pas de raison que nous ne nous retrouvions pas l'année prochaine. On verra bien. Servons la République, servons notre pays : je ne pense pas qu'il y ait de meilleur mot d'ordre.\